



Paris, le 1er juillet 2013

## COMMUNIQUE BUDGET 2014

A l'heure où nos autorités ministérielles et notre directrice générale présentaient, aux opérateurs économiques, les grands axes de centralisation de nos services (SU, OPCO et AG) dans le cadre du Plan stratégique Douane 2018 (PSD 2018), les éléments du projet de budget de l'Etat pour 2014 tombaient :

<b>SUPPRESSIONS A BERCY :</b>	<b>2564</b>
SUPPRESSIONS À LA DÉFENSE :	7881
SUPPRESSIONS CUMULÉES DANS TOUS LES AUTRES MINISTÈRES :	2713
<b>TOTAL SUPPRESSIONS DE POSTES</b>	<b>13158</b>

CRÉATIONS DE POSTES À L'ÉDUCATION NATIONALE :	8804
CRÉATIONS DE POSTES À LA JUSTICE :	555
CRÉATIONS DE POSTES AUTRES MINISTÈRES :	590
<b>TOTAL CRÉATIONS DE POSTES</b>	<b>9949</b>

**SOLDE GLOBAL POUR L'ÉTAT : SUPPRESSION DE 3209 POSTES (alors que les ministères économiques et financiers perdent 2564 emplois, soit 79,9% du solde global).**

SNCD-FO  
46, rue des Petites Ecuries – 75010 PARIS  
Tél. : 09 63 43 59 87

Méi : [sncd.siege@douane.finances.gouv.fr](mailto:sncd.siege@douane.finances.gouv.fr)

**BILAN : 2 SECTEURS SONT CONSIDÉRÉS COMME LARGEMENT NON PRIORITAIRES** en absorbant près de 80% des suppressions d'emplois (10445/13158).

- LA DÉFENSE avec 59,90% des suppressions d'emplois (7881/13158).
- BERCY avec 19,49% des suppressions d'emplois (2564/13158).

Dès lors comme tous les observateurs et analystes sérieux l'ont perçu, les démarches stratégiques en Douane (PSD 2018) et à la DGFIP (Plan stratégique 2015) ont comme principale finalité de justifier a posteriori le caractère « non prioritaire » des missions de ces administrations.

Les douaniers, les agents de la DGFIP et des autres directions de Bercy apprécieront.

Dès lors les effectifs dégagés en Douane des tâches de gestion (dématérialisation, automatisation, centralisation, etc.) ne sont pas redéployés vers la lutte contre la fraude. Leurs postes sont perdus pour la Douane dans le cadre d'un plan pluriannuel de destruction d'emplois dans les administrations « non prioritaires ».

L'ensemble de ces considérants va encore renforcer les difficultés pour l'établissement d'un véritable dialogue social en Douane.